Concours national d'accès aux écoles de management (CNAEM), Maroc

Session 2025, filière ECS

Histoire, géographie et géopolitique

Durée : 4 heures

Ce que traite le sujet

- Sujet 1 : dissertation
- Sujet 2 : étude d'un dossier documentaire

Sujet reproduit sans retouche à partir de la page suivante.

Résumé des parties, chapitres de cours liés et autres années :
prepahelp.com/annales/cnaem/ecs/2025/hgg

Prepa Help ne revendique aucun droit sur le sujet, propriété de l'organisateur du concours.

جامعة السلطان مولاي سليمان
Université Sultan Moulay Slimane
المدرسة الوطنية للتجارة والتسيير - بني ملال
Ecole Nationale de Commerce et de Gestion - Béni Mellal

المملكة المغربية
وزارة التعليم العالي
و البحث العلمي و الابتكار
ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Concours National D'accès aux Ecoles de Management | Présidence CNAEM 2025

ⴰⵎⵙⵙⵓⵔ ⴰⵏⴰⵎⵓ ⵏ ⵜⵙⵔⴼⵙⵉ ⴷ ⵜⵙⵏⵎⵓⵔⵜ ⵏ ⵜⵙⵏⵎⵓⵔⵜ - ⵜⴰⵏⵓⵎⵙⵉⵡⵜ ⵏ CNAEM 2025

Filière : ECS

Epreuve de : Histoire géographie, géopolitique du monde contemporain

Durée : 4 heures

Date : Mardi 20 mai 2025 - de 8 h 00 à 12 h00

Consignes :

L'usage de tout document ou de tout appareil électronique est strictement interdit.

Cette épreuve comporte des 06 pages au format A4, en plus de cette page de garde.

FILIERE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE

-OPTION SCIENTIFIQUE-

EPREUVE : HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN

****

Le candidat traitera l'un des deux sujets suivants. Il en recopiera l'intitulé sur sa copie.

Sujet 1 : ***Le Proche et Moyen-Orient : un espace chaotique et crisogène, objet de convoitises des grandes puissances.***

Sujet 2 : En confrontant les informations présentes dans le dossier documentaire, vous analyserez le sujet suivant :

Le Maroc : une puissance régionale et un acteur clé dans les dynamiques géopolitiques et géoéconomiques mondiales.

Composition du dossier documentaire

Document 1. Le Gazoduc Nigéria-Maroc, un pari stratégique pour le Maroc ;

Document 2. Carte : Soft power, le Maroc intègre le Top 50 mondial ;

Document 3 : Le Maroc au sein des organisations internationales et régionales ;

Document 4 : Le Maroc, un hub de convergence géopolitique et géoéconomique ;

Document 5 : Infrastructures et développement économique : l'exemple du Maroc ;

Document 6 : Les grands défis du Maroc ;

Document 7 : La projection géopolitique africaine du Maroc à l'aube de son réintégration à l'Union Africaine ;

Document 8 : Carte : le Sahara marocain , pilier majeur de l'initiative atlantique.

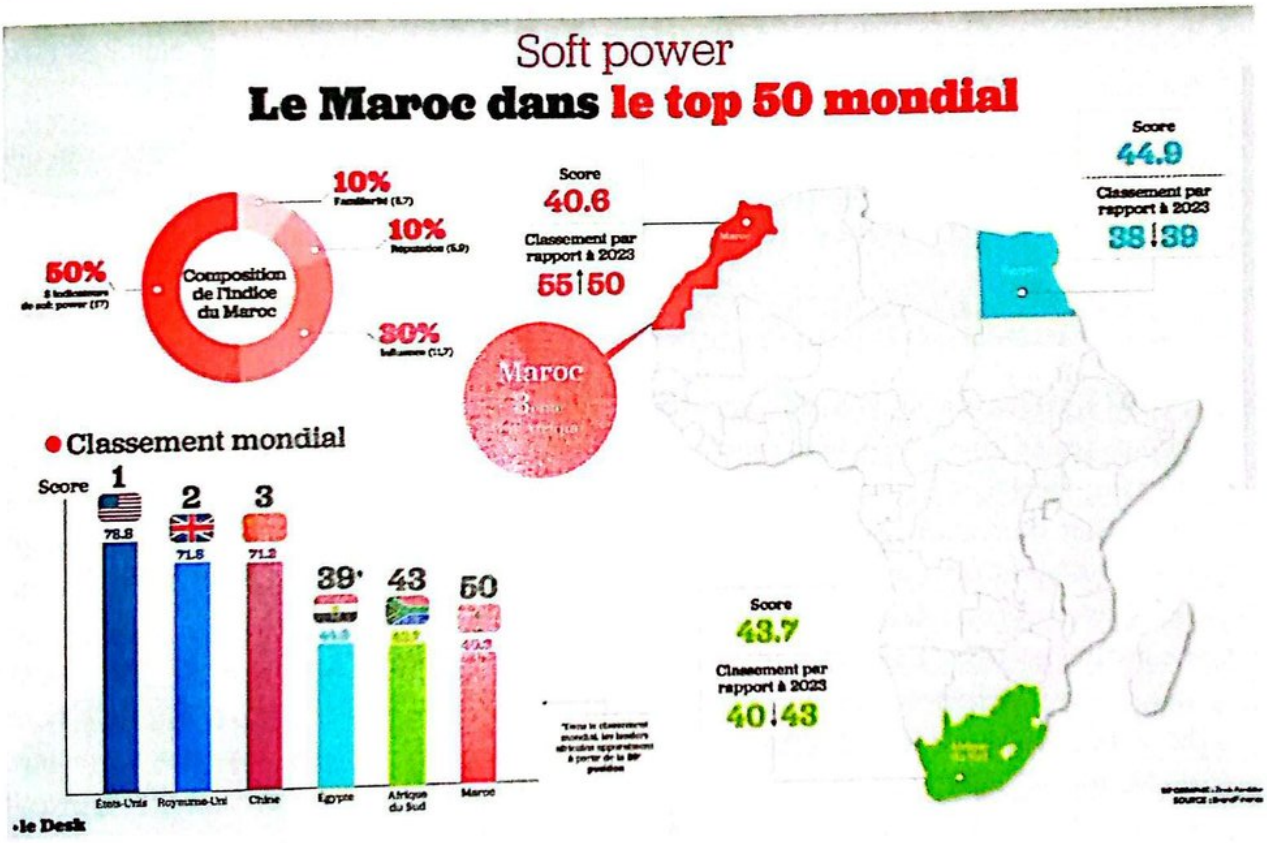
Document 1 . Le Gazoduc Nigéria-Maroc , un pari stratégique pour le Maroc. ***Centre marocain d'analyse et d'anticipation géopolitique, Janvier 2025.***

Alors que l'Europe cherche désespérément à diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique pour réduire sa dépendance au gaz russe, le gazoduc Nigeria-Maroc apparaît comme une réponse audacieuse et visionnaire. Le projet de gazoduc Nigeria-Maroc, également connu sous le nom de Gazoduc Atlantique, s'impose comme l'une des initiatives les plus ambitieuses et stratégiques de l'histoire contemporaine de l'Afrique. Avec un tracé de près de 7 000 kilomètres reliant les réserves colossales de gaz naturel du Nigeria aux infrastructures marocaines, ce projet

transcende les simples considérations énergétiques pour s'inscrire dans une dynamique de coopération régionale, et de repositionnement géopolitique.
Pour le Maroc, ce projet revêt une importance capitale. Tout d'abord, le gazoduc permettra au royaume de percevoir des royalties substantielles pour le transit du gaz sur son territoire, grâce à son vaste littoral maritime. Mais au-delà de cet avantage immédiat, le Maroc voit dans ce projet une opportunité de renforcer son rôle de hub énergétique et économique entre l'Afrique et l'Europe, ainsi que de rendre le lien entre l'Afrique et l'Europe fondé sur la logique de l'équilibre et du bénéfice mutuel.

En soutenant le développement énergétique des pays de la CEDEAO, le Maroc consolide également ses relations avec ces nations, ouvrant la voie à une coopération accrue dans d'autres secteurs stratégiques, tels que l'agriculture, l'industrie, les infrastructures et les, services. Ce modèle de coopération énergétique pourrait être reproduit dans d'autres secteurs, renforçant ainsi l'intégration économique régionale.

Document 2. Soft power, le Maroc intègre le Top 50 mondial selon le Global Soft Power Index-2024.



Document 3. Le Maroc au sein des organisations internationales et régionales. ***Maroc diplomatique, le 19 décembre 2024. (Extrait adapté).***

La représentativité d'un État au sein des organisations internationales ou régionales en dit long sur son image à l'international. Elle lui permet de consolider sa présence dans la communauté internationale et de rester engager dans le système multilatéral. Le Maroc confirme ainsi, en 2024, sa présence au sein des Organisations internationales et régionales, à travers l'aboutissement de 67 candidatures marocaines aux différents postes vacants au sein de ces organisations.

Au cours de 2024, le Maroc a ainsi pu accéder à plus de 30 organisations internationales et régionales, ce qui confirme la reconnaissance internationale de l'expertise et la compétence marocaines dans différents domaines :

Au niveau sécuritaire, le Maroc a été élu à une majorité écrasante, pour la première fois, au poste de Vice-Président pour la région Afrique au sein du Comité Exécutif de l'Interpol (Organisation Internationale de la Police Criminelle). Le Royaume abritera la 93 ème Session de l'Assemblée Générale de l'Interpol, **en novembre 2025 à Marrakech**.

Au niveau des Droits de l'Homme, le Royaume a été élu, pour la première fois, Président du Conseil des Droits de l'Homme. Il a, par ailleurs, enregistré une présence renforcée au sein de l'architecture onusienne des droits de l'Homme. Ainsi le Maroc a été réélu au Comité des Droits de l'Homme pour la période 2025-2028. Le Royaume a été également élu au Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour la **période 2025-2028**.

(…) **Au niveau de l'Union Africaine**, le Maroc a été élu au poste de Secrétaire Général de l'Organisation africaine des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (AFROSAI). Il a été également élu membre du Conseil Spatial africain de l'Agence Spatiale Africaine de l'UA.

(...) Conformément aux Très Hautes Orientations Royales, l'ensemble de l'appareil diplomatique marocain, en coordination étroite avec tous les ministères et institutions nationales concernés, restera mobilisé pour le rayonnement de l'action du Maroc en faveur d'un multilatéralisme solidaire.

En effet, cet engagement multilatéral accroit sans doute le rôle du Maroc dans la résolution des conflits, ainsi que la défense des intérêts du monde arabo-musulman, des pays africains, et ceux méditerranéens…et renforce et consolide son influence régionale et mondiale.

Document 4. Le Maroc, un hub de convergence géopolitique et géoéconomique . ***Kamal El Alami, le matin.ma, le 27 novembre 2024.***

(…) Unique pays africain bénéficiaire d'un accord de libre-échange avec Washington, le Maroc est une porte d'entrée privilégiée pour les entreprises américaines souhaitant accéder aux marchés africains. **Boeing** et **General Electric**, par exemple, utilisent les infrastructures marocaines pour consolider leurs chaînes d'approvisionnement. Sur le plan sécuritaire, les exercices conjoints comme **African Lion** renforcent les liens stratégiques, illustrant la place centrale du **Maroc** dans les efforts régionaux de stabilisation.

Le partenariat avec l'**Europe**, quant à lui, demeure fondamental. La **France** continue de jouer un rôle clé dans des projets structurants, notamment l'extension du réseau ferroviaire à grande vitesse et le développement de l'hydrogène vert. Avec l'**Espagne**, premier partenaire commercial du **Maroc**, la coopération se consolide autour des infrastructures portuaires, de l'industrie, des énergies renouvelables, des ressources en eau et de coopération sécuritaire et migratoire. Ces collaborations, bien qu'historiques, s'adaptent aux nouveaux défis économiques et géopolitiques.

(…) Dans un monde marqué par des rivalités croissantes, le Maroc se distingue par sa capacité à fédérer les ambitions divergentes autour d'intérêts communs. En promouvant des relations équilibrées avec des puissances comme les **États-Unis**, l'**Europe**, la **Chine** , le **Maroc** redéfinit les contours de la coopération internationale. Cette stratégie, patiemment mise en œuvre, place le Royaume au centre des flux économiques et des enjeux géopolitiques mondiaux. Chaque initiative dévoile une nouvelle facette d'un Maroc tourné vers l'avenir, où innovation, stabilité et croissance sont au cœur d'une vision éclairée.

Document 5. Infrastructures et développement économique : l'exemple du Maroc. ***Jean-Thomas Lesueur, revue conflits, le 25 juillet 2024.***

La place que tient le déploiement des infrastructures dans le développement stable et pérenne d'un pays est un sujet bien connu, et très documenté, de la science économique. Elles favorisent les conditions de réalisation de l'activité économique, renforcent la compétitivité, contribuent à développer l'attractivité des territoires et à améliorer les conditions économiques et sociales des populations.

Dans de nombreux pays, des plans d'investissements publics et privés qui font la part belle aux infrastructures s'élaborent et sont de nouveau mis en œuvre. Mais il y a un pays qui, depuis vingt-cinq ans, a maintenu son plan de développement des infrastructures sans dévier de sa route : ***c'est le Maroc***. Qu'il s'agisse des transports, de l'énergie, du numérique, etc., le pays semble avoir toujours vu le rôle prépondérant des infrastructures dans la solidité de sa croissance et la résilience de son modèle de développement.

Pour comprendre le succès marocain, le premier élément structurant à prendre en compte est l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers.

Entre ***2007 et 2023***, le Maroc a attiré environ 37,5 milliards de dollars d'investissements nets étrangers (IDE), soit une moyenne annuelle de 2,2 milliards de dollars. En 2023,il s'est classé à la troisième place en Afrique en ce qui concerne le nombre de projets IDE (avec 71 projets totalisant 21 milliards de dollars d'investissement). Ces bons résultats sont la conséquence d'une série d'actions entreprises pour améliorer le climat des affaires depuis 25 ans : loi sur la liberté des prix et de la concurrence (2000), création du Comité national de l'environnement des affaires (2010), création de l'identifiant commun entreprise (ICE, 2011), création de l'Observatoire marocain de la TPME (2013), loi sur les contrats de partenariat public-privé (2014), création de la Commission nationale de la commande publique (2015), loi sur les baux commerciaux (2016), Charte de l'investissement (2022), etc.

(…) Le transport maritime, crucial pour le commerce extérieur marocain, a aussi enregistré des développements notables. Tanger Med, créé à partir de 2004, est rapidement devenu l'un des ports les plus attractifs de Méditerranée, et il a fait son entrée dans le Top-20 mondial des ports à conteneurs .

(…) Le Maroc a fait le choix d'un engagement visible dans la transition énergétique en adoptant dès 2009 une stratégie pour réduire la dépendance aux énergies fossiles et promouvoir les énergies renouvelables. Cette stratégie vise à atteindre une contribution des énergies renouvelables de 52% de la capacité installée d'ici 2030. Le pays, qui a accueilli en 2016 la COP22, a développé de nombreux projets d'énergie solaire et éolienne, renforçant sa position de leader africain dans ce domaine. Le complexe solaire Noor Ouarzazate, est un exemple de cette transition.

Document 6. Les grands défis du Maroc. ***Mohammed Sellam, le matin.ma, décembre 2024. (Extrait adapté).***

Le Maroc est aujourd'hui au cœur d'une double exigence intérieure et extérieure. Si sur le plan externe , le Maroc a brillé et a également affirmé sa stature de puissance diplomatique : En Afrique, il s'est positionné en médiateur incontournable dans les crises sahéliennes, facilitant notamment la libération d'otages occidentaux au Burkina Faso. À l'international, la participation du Royaume à des sommets comme celui des BRICS en Chine (le Maroc y était représenté par le ministre de l'Industrie et du Commerce) ou encore aux négociations sur la crise libanaise à Paris

illustre sa volonté de jouer un rôle actif dans les grandes questions géopolitiques. Néanmoins, sur le plan interne, le Maroc doit encore surmonter un ensemble d'obstacles.

Entre un chômage en progression, une activité économique en retrait et une inflation persistante, le Maroc fait face à des défis économiques majeurs. La hausse des salaires minimums est un pas positif, mais elle demeure insuffisante face à l'ampleur des besoins. Ces constats, confirmés par le recensement général de la population et de l'habitat 2024, soulignent l'urgence d'une stratégie nationale pour dynamiser le marché de l'emploi, soutenir les ménages et contenir la hausse des prix.

D'abord la situation est préoccupante au niveau de l'emploi au Maroc. Alors que le taux d'activité est en recul et que le chômage progresse, la hausse des prix pèse lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages, malgré une évolution des salaires minimums. En effet, le rapport révèle une baisse marquée du taux d'activité, qui passe à 41,6% en 2024 contre 47,6% en 2014. Ensuite, le tissu économique marocain est largement constitué de petites structures. 97,3% des établissements emploient moins de 10 personnes, contribuant à 54,2% de l'emploi total. Si cette prédominance des PME est un atout pour la création d'entreprises, elle pose aussi des défis en matière de création d'emplois stables et pérennes. Les plus grandes structures (plus de 50 employés), bien que minoritaires (0,5%), assurent 32,7% des emplois.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse notable, atteignant une variation annuelle moyenne de 6,8% en milieu urbain. Cette inflation est principalement tirée par l'augmentation des prix des produits alimentaires, de l'énergie et des biens essentiels. Les ménages marocains, notamment les plus vulnérables, ressentent directement cette pression, qui érode leur pouvoir d'achat. Face à cette situation économique tendue, le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) et le salaire minimum agricole garanti (SMAG) ont connu des ajustements. Malgré ces augmentations, l'évolution des salaires ne semble pas suffisante pour compenser la hausse continue des prix.

Les inégalités socio-économiques, notamment concernant le genre et la répartition géographique se creusent de plus en plus et des différences significatives existent entre les régions, soulignant la nécessité d'une politique de développement économique plus équitable.

Document 7. La projection géopolitique africaine du Maroc à l'aube de son réintégration à l'Union Africaine . ***Mohamed Harakat , Géopolitique et géoéconomie marocaines en Afrique, Éditions l'Harmattan, publié le 20 /01/2022.***

Les relations maroco-africaines sont multiséculaires . Feu le Roi Hassan II a bien imagé un Maroc géopolitique aux confluences multiples et bien ancré dans son environnement régional : « Le Maroc ressemble à un arbre dont les racines nourricières plongent profondément dans la terre d'Afrique, et qui respire grâce à son feuillage bruissant aux vents de l'Europe ». La constitution marocaine de Juillet 2011 prévoit au préambule que le Royaume du Maroc ambitionne de « consolider les relations de coopération et de solidarité avec les peuples et les pays d'Afrique, notamment les pays du Sahel et du Sahara ».
Depuis l'accession du Roi Mohammed VI au trône, on note un redéploiement de la politique africaine du Royaume. En juin 2016, le Maroc décide de rejoindre sa famille institutionnelle

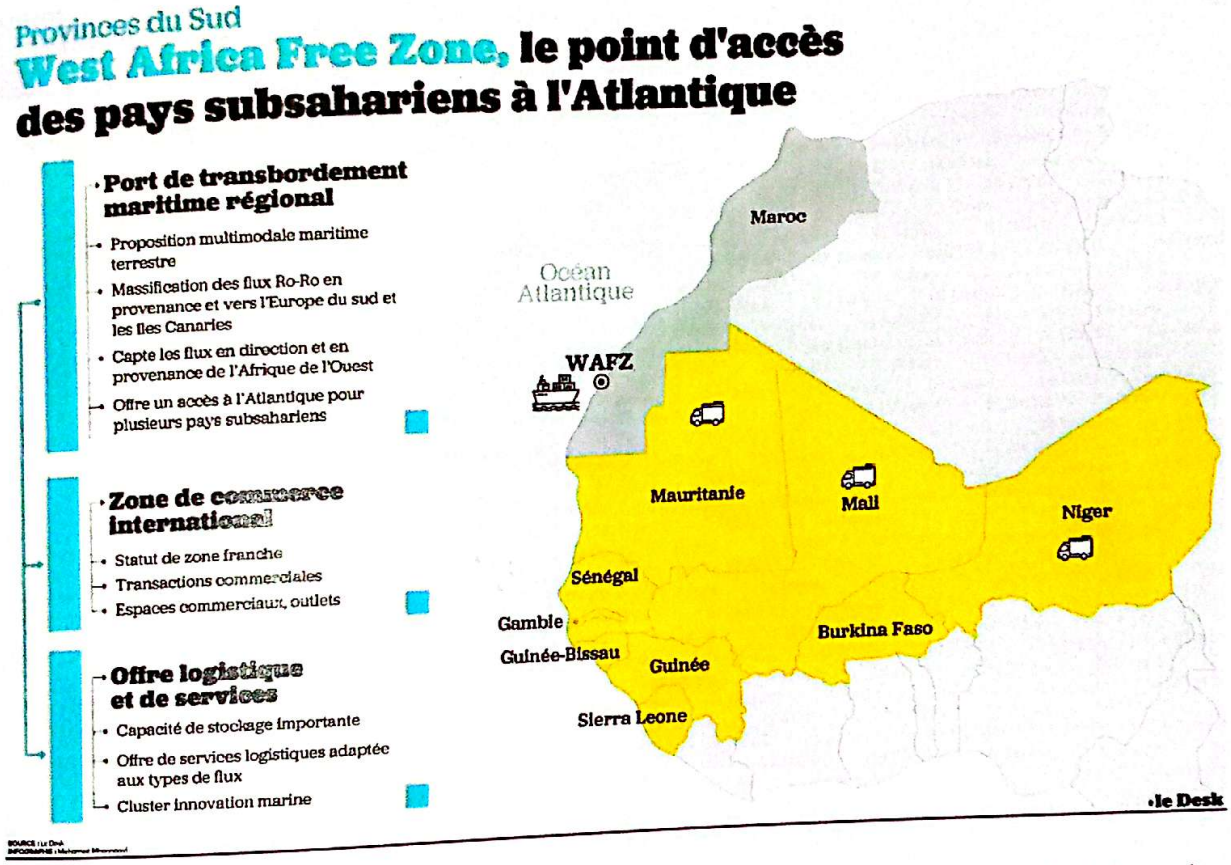
africaine. Le 30 janvier 2017, lors du 28e sommet de l'UA à Addis-Abeba, le Maroc est devenu le 55e membre de l'UA.

(…) Les multiples visites effectuées par le Roi Mohammed VI à plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne , depuis son accession au trône, revêtent donc une signification profonde et une charge symbolique . En étant un carrefour civilisationnel , ouvert sur plusieurs courants d'échanges horizontaux et verticaux, le Maroc a des prolongements subsahariens avérés.

Historiquement , il a tissé avec les pays de l'Afrique subsaharienne des liens solides. Son retrait de l'Organisation de l'Unité Africaine en 1984 ne l'a pas empêché pour autant d'investir d'autres espaces ou cadres d'actions : adhésion à la CEN-SAD (Communauté des États Sahélo-Sahariens) ; contribution à plusieurs opérations de maintien de la paix en Afrique : lancement , sur son initiative, du Forum des États africains riverains de l'Atlantique ; etc.

(…) Le Maroc œuvre encore à faire de ses relations avec les pays de l'Afrique subsaharienne un modèle de coopération sud-sud . Lors de la crise du Mali, le Royaume a apporté un soutien politique à l'action de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) visant à recouvrer l'intégrité territoriale de ce pays.

Document 8. Le Sahara marocain , pilier majeur de l'initiative atlantique



West Africa Free Zone : partie intégrante de la future grande zone industrialo-logistique de Dakhla, c'est une plateforme de commerce qui aura le statut d'une zone franche, prenant la forme d'un point d'accès des pays subsahariens à l'Atlantique.

Fin

Travailler les chapitres de ce sujet

Prepa Help suit le programme d'ECS chapitre par chapitre : cours détaillé, méthodes, pièges, exercices et problèmes corrigés pas à pas, tirés des concours. L'essai gratuit donne accès aux chapitres offerts de ta filière, sans carte bancaire.

Chapitres liés à ce sujet

- La dissertation de géopolitique : analyser un sujet, problématiser, construire un plan

Ouvrir l'essai gratuit

Scanne le code ou clique sur le bouton.

prepahelp.com/#essai

Une question sur le concours ou sur ta filière : **écrire sur WhatsApp**

Les autres années et épreuves : prepahelp.com/annales/cnaem/ecs